

<https://www.pressegauche.org/Sante-et-services-sociaux-comment-construire-un-rapport-de-force-localement>



Santé et services sociaux : comment construire un rapport de force localement ?

- Société - Mouvement syndical -



Date de mise en ligne : mardi 24 novembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le gouvernement Legault ne se laisse pas impressionner par les manifestations et les occupations menées uniquement par des délégués syndicaux. Un rapport de force avantageux doit convaincre le gouvernement que les travailleurs et les travailleuses du réseau de la santé et des services sociaux s'organisent, se mettent en action et menacent ses plans. Pour y arriver, les travailleurs et les travailleuses du plancher doivent occuper une place centrale et massive dans la mobilisation contre le gouvernement.

22 novembre 2020 | tiré d'Alternative socialiste

<https://alternativesocialiste.org/2020/11/22/sante-et-services-sociaux-comment-construire-un-rapport-de-force-localement/>

Avec la seconde vague de la COVID-19, la situation déjà critique dans le réseau de la santé promet de devenir carrément explosive. La fréquence du temps supplémentaire obligatoire (TSO) prend des proportions inégales. Aux mauvaises stratégies de gestion de la famille LEAN s'ajoute l'arbitraire découlant des arrêtés ministériels : travail forcé jusqu'à 12h sans rémunération à taux et demi, déplacements obligatoires nous privant parfois de nos montants forfaitaires, rehaussement obligatoire à temps complet, etc. Le gouvernement utilise le bâton pour nous forcer à ramasser les dégâts d'une crise sanitaire qu'il est incapable de gérer. Pendant ce temps, la négociation nationale dans le secteur public fait du sur place. Aucune organisation syndicale ne peut se vanter d'obtenir des résultats satisfaisants pour ses membres. La colère et l'exaspération des travailleurs et des travailleuses atteignent un seuil critique.

Le plancher veut se battre

La volonté de mobilisation des membres existe pourtant. Une énorme force inexploitée par les organisations syndicales sommeille sur le plancher des unités de soins. Cette colère inorganisée du plancher s'est traduite par de nouveaux sit-in, de nouveaux groupes de mobilisations Facebook non syndicaux, des cris du coeur individuels sur les réseaux sociaux, l'organisation de manifestations para-syndicales ou pire : un nombre alarmant de démissions. Confrontées à cette pression de la base, les organisations syndicales ont changé de ton dans les dernières semaines. Les coups d'éclat se sont multipliés dernièrement : blocage des ponts par la Fédération Interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), occupation du bureau du Conseil du trésor par la Confédération des syndicats nationaux (CSN), visite des députés par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), etc. Cependant, ces coups d'éclat se limitent souvent à une mobilisation de l'appareil syndical et à une perspective médiatique. Les membres en sont peu ou pas informés. Il y a très peu de travail pour faire participer les membres dans la planification et dans la réalisation des actions de mobilisation. Paradoxalement, la mobilisation reste trop souvent la chasse gardée des élu-es appartenant à la structure syndicale.

Les limites de la mobilisation de façade

La mécanique expliquant l'adoption récente de tactiques aux apparences plus combatives par les organisations syndicales s'explique en grande partie par la logique clientéliste propre au syndicalisme d'affaires. Les membres sont à bout de souffle, en colère et pressent leur syndicat d'agir. Les syndicats, pour montrer aux membres qu'ils sont efficaces et combattifs, tiennent des actions de perturbations sous forme de stunt médiatique.

L'annulation, à la fin octobre, des journées de grèves du TSO de la FIQ témoigne de cette dynamique. La FIQ a pris

la décision d'annuler le refus concerté du TSO pour saisir « la main tendue » du gouvernement, alors que ses membres étaient mobilisées et prêtes dans plusieurs régions du Québec. Il y a fort à parier que dans des circonstances similaires, la CSN, la FTQ et l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) auraient pris le même type de décision.

Ce recul a probablement eu un effet démobilisateur chez de nombreuses travailleuses. Plusieurs voyaient la fin de semaine sans TSO comme une réelle opportunité de récupérer du pouvoir collectif sur leur propre vie et sur la négociation. C'était pourtant une occasion idéale pour développer l'expérience de lutte chez les travailleuses, participer à leurs organisations et accroître leur combativité. Ce recul donne l'impression que les directions syndicales négligent la consolidation militante de leurs propres membres au profit des vœux pieux des représentants de l'employeur.

Si le refus de TSO avait été rigoureusement observé par les membres, le gouvernement aurait mesuré l'état réel du rapport de force. Si le plan syndical avait montré des failles, nous aurions été en mesure de les identifier, de les corriger puis de continuer la progression des moyens de pression. Rien de cela ne sera possible à brève échéance.

Le mot d'ordre de grève

Dans ce contexte, il y a fort à parier qu'une grève dite légale sera tôt ou tard à l'ordre du jour. Mais cette unique avenue présente des limites importantes.

Le Tribunal administratif du travail (TAT) peut établir des pourcentages obligatoires de prestation de services essentiels. Par exemple, une travailleuse d'entretien ménager dans un hôpital aura le droit de faire une « grève » 45 minutes/jour, alors qu'une autre travaillant ailleurs pourrait faire un autre temps de grève. Ces taux ridicules nous privent dans les faits du droit de grève légal. Dans le contexte d'état d'urgence sanitaire, la situation est encore pire. Si le droit de grève est virtuellement inexistant en temps normal, il est possible que le TAT l'interdise tout simplement pour toute personne qui « donne des soins ». C'est ce qui vient d'arriver dans [sept résidences pour personnes âgées en juillet](#). D'autres décisions du genre risquent d'être prises bientôt.

Avec [l'arrêté ministériel 2020-035](#) et le montant forfaitaire de 1 000\$ attaché à l'assiduité au travail à temps complet dans certains établissements, une grève, même de seulement 10% des heures travaillées, risque d'avoir un coût financier élevé pour les membres qui l'exercent. Les employeurs ne se gêneront pas pour retirer le montant forfaitaire aux grévistes. Toute grève est un sacrifice financier. Dans le contexte de pandémie, la perte des primes d'assiduité peut entraîner une réduction allant jusqu'à 50% du salaire dans certains cas. Difficile alors de voir comment des membres - souvent dans des situations précaires - adhéreront à de tels sacrifices. Dans tous les cas, la réponse doit être la solidarité syndicale par la répartition des pénalités.

L'adhésion des membres à un projet de grève légale est réaliste s'il est présenté de manière claire et propose un impact réel sur l'employeur. Dans le secteur privé, une grève a un impact financier direct sur l'employeur. Ce n'est pas le cas dans le contexte du réseau public. Au-delà des actions symboliques, le temps de grève doit être utilisé pour frapper l'État « là où ça fait mal ».

Paradoxalement, les membres sont en colère ET démobilisé-es. Contrairement à une négociation « traditionnelle », nous sommes en contexte de crise sanitaire et d'abus généralisé des employeurs. Si les membres du plancher ne développent pas rapidement une certaine expérience de la lutte, du risque face à l'autorité et de la tolérance à la répression, les stratégies médiatiques « de radicalité de façade » laisseront à nu l'absence d'adhésion réelle des membres au projet syndical. Autrement dit, la conjoncture est unique. Pour y répondre, nous avons besoin d'une stratégie de mobilisation et d'organisation qui dépasse notre routine syndicale habituelle.

Apprivoiser l'idée de la grève

En temps normal, la question de la grève est adressée comme une étape formelle et « routinisée ». La grève est alors perçue comme une idée émanant de l'appareil syndical sans écho sur le terrain, étant donné que les membres sont souvent laissés à l'écart de la mobilisation. Cependant, compte tenu de l'exaspération sur le plancher et du contexte particulier, il est impératif de mettre les bouchées doubles pour que les membres comprennent et participent activement à une grève. Il faut que les travailleurs et travailleuses apprivoisent l'idée de la grève, en comprennent les impacts et en deviennent l'élément moteur. Or, peu de syndicats locaux ont fait le travail en amont nécessaire pour que la grève soit comprise comme une étape nécessaire, comme une lutte nécessaire.

Dans ce contexte, une grève parachutée par les directions syndicales en désespoir de cause n'aiderait pas forcément la situation. Si les membres de la base ne cumulent pas dès maintenant une expérience de lutte et une capacité d'organisation, nous sortirons de la période de négociation moins expérimentés, plus cyniques et plus vulnérables face aux employeurs.

Histoire d'être tout à fait clair-es, les membres d'Alternative socialiste sont d'accord avec les actions de grève légale et soutiennent que la grève illégale risque d'être nécessaire. Si demain matin, la grève était placée à l'ordre du jour par l'appareil syndical, nos membres appelleraient à voter en faveur, qu'elle soit légale ou non. Cependant, la grève n'est pas une fin en soi. Elle est un moyen pour lutter, une étape du processus. Il ne s'agit pas simplement de mobiliser les membres à court terme, même si c'est pour organiser une grève illégale ponctuelle. Il faut aussi le faire de manière à aider les membres du plancher à s'organiser sur le long terme.

Cumuler l'expérience, développer la solidarité

Par s'organiser, nous entendons favoriser l'accumulation d'expérience par l'exercice de stratégies et de tactiques de lutte efficaces. Avec un recul honnête, nous pouvons évaluer collectivement l'efficacité de nos méthodes. Cette réflexion sur nos échecs et nos victoires permet de développer des outils de lutte syndicale encore plus larges et solidaires. La nécessité stratégique d'une large solidarité syndicale est à la base du développement d'une conscience de classe. Cette conscience de la puissance de la classe ouvrière dans la société est nécessaire pour cristalliser l'action économique et politique des travailleurs et travailleuses sur le long terme.

Comment s'organiser ?

Selon nous, la tâche actuelle des militants et militantes syndicales les plus combatives est de participer à organiser largement les travailleurs et les travailleuses. Pour les personnes actives dans leur syndicat, il s'agit d'orienter les actions de mobilisation de manière à placer les membres au centre de celles-ci.

Un plan de mobilisation axé sur les membres sert à deux choses. D'abord, à construire un rapport de force réel enraciné chez les membres que nous pouvons opposer efficacement au gouvernement. Ensuite, il sert à cumuler l'expérience de lutte chez les travailleurs et les travailleuses en vue des prochaines batailles. Voici quelques suggestions pour y arriver.

Favoriser les gens du plancher

Lorsque la fédération ou la centrale syndicale organise des actions d'envergure, cherchez à d'abord inviter des membres sans responsabilité syndicale importante plutôt que des responsables syndicaux élus. Idéalement, choisissez des personnes combatives et volontaires, qui pourront diffuser leur expérience à leurs collègues lors du retour sur le plancher, pas forcément les personnes avec la plus longue feuille de route syndicale.

Au niveau local, organisez des actions sur le milieu de travail plutôt qu'en dehors afin de favoriser la participation des membres. Par exemple, favorisez une manifestation devant un CHSLD avec les collègues de travail sur l'heure du midi plutôt qu'une manifestation devant le siège social de l'employeur en plein après-midi entre élu-es syndicaux libéré-es. Le lieu de la manifestation a plus ou moins d'importance. Ce qui importe, c'est la participation active des travailleurs et des travailleuses.

Favorisez des actions où un grand nombre de membres accepteront de participer. Les actions de type commando sont parfois nécessaires pour pimenter la lutte et faire mousser la combativité des membres. Mais elles ne représentent pas une fin en soi. L'objectif de la mobilisation, c'est que les membres acceptent de devenir acteurs et actrices de la lutte et accumulent de l'expérience.

Si le syndicat ne déploie pas un tel plan, il est possible de profiter de l'heure du repas pour discuter avec les collègues d'une idée d'action de mobilisation locale. Il est opportun de soumettre notre plan au syndicat de manière à lui permettre de nous aider. Il s'agit alors de s'assurer que le syndicat ne relègue pas notre plan d'action aux calendes grecques !

Informez les membres

Les membres doivent être pleinement informé-es pour s'approprier une lutte. Il est toujours une bonne idée de faire des tournées d'information et de discussion en personne dans les départements et à la cafétéria.

Favorisez l'écoute et évitez l'approche preacher. Posez des questions comme : Quels sont nos problèmes au travail ? Quelles sont nos solutions ? Quelles sont les revendications que nous devrions porter à la table de négociation ? Constatez ensuite ensemble la nécessité d'établir un rapport de force pour faire des gains. À partir de ce constat, amenez la discussion sur la manière de s'organiser.

Si le syndicat ne tient pas ce genre de rencontre, demandez que les militantes ou les militants syndicaux se déplacent sur le département pour tenir cette discussion en groupe.

Identifier les alliés

Lors des actions de mobilisation, identifiez les personnes les plus militantes. Elles risquent de participer à la revitalisation du syndicat en y apportant énergie et expérience de lutte. Pour être identifiées, ces personnes doivent être testées dans la lutte. Il faut que « les bottines suivent les babines ». Leurs qualités syndicales se démontreront dans l'action. Un syndicat local démocratique et combatif cherchera l'appui des membres les plus militants et militantes. Il n'en aura pas peur.

Inversement, si la lutte s'enracine chez les membres, de nouveaux militants et militantes émergeront. Unies par un programme commun combatif, ces personnes peuvent alors constituer un challenge positif pour renouveler ou compléter l'équipe syndicale en place.

Il faut dès maintenant déployer une stratégie de mobilisation et d'organisation axée sur les membres de la base syndicale. Il s'agit de la meilleure approche pour qu'au terme des négociations du secteur public, le mouvement syndical contraigne le gouvernement à faire des concessions en plus d'être mieux armé pour les prochaines batailles.

L'horizon de la lutte ne doit pas se borner à négocier une convention collective selon les termes des banquiers maintenant ministres du cabinet Legault. L'objectif consiste à améliorer réellement et durablement nos conditions de

vie en armant nos organisations syndicales de nouvelles expériences de lutte et d'une culture de la solidarité.

La solidarité intersyndicale est à la base d'une solidarité qui pourrait s'étendre à tous les travailleurs et travailleuses du Québec. Si le gouvernement de François Legault peut triompher d'acteurs isolés, il devra faire des compromis face au risque de voir naître un mouvement social de grande ampleur qui dépasserait le cadre du syndicalisme traditionnel. Cette solidarité dans la lutte est le socle sur lequel de larges pans de la population pourront se tenir fièrement et constater la tâche qui nous attend. Celle de construire une force politique indépendante des partis du patronat et des grandes compagnies afin de diriger la société pour qu'elle réponde à nos besoins, en particulier à notre droit d'être en santé.

Si vous souhaitez discuter de cette stratégie ou si vous souhaitez former un comité pour la déployer dans votre milieu de travail, prenez contact avec Alternative socialiste dès maintenant !